

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/74/GRD

11 janvier 2002

(02-0143)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et
les mesures compensatoires

Demandes au titre des procédures énoncées dans le document G/SCM/39

GRENADE

La Mission permanente de la Grenade a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 janvier 2002.

Par la présente, le Ministère des affaires étrangères et du commerce international de la Grenade informe le Comité des subventions et des mesures compensatoires des programmes d'incitations actuellement en vigueur et demande une prorogation de la période de transition au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et des procédures énoncées dans le document G/SCM/39.

Programmes d'incitations fiscales

Les incitations fiscales sont régies par la Loi n° 41 de 1974 sur les incitations fiscales et par la Loi de 1954 sur l'aide à l'hôtellerie.

La **Loi n° 41 de 1974 sur les incitations fiscales** permet d'accorder une trêve fiscale d'une durée maximum de 15 ans pour la fabrication de produits agréés par des entreprises agréées dans les conditions suivantes: entreprises du groupe I, pour lesquelles la valeur ajoutée locale est supérieure ou égale à 50 pour cent du chiffre d'affaires: maximum de 15 ans; entreprises du groupe II, pour lesquelles la valeur ajoutée locale est comprise entre 25 et 50 pour cent du chiffre d'affaires: maximum de 12 ans; entreprises du groupe III, pour lesquelles la valeur ajoutée locale se situe entre 10 et 25 pour cent du chiffre d'affaires: maximum de dix ans; entreprises enclavées, dont la production est exclusivement destinée à l'exportation à l'extérieur de la CARICOM: maximum de 15 ans; et entreprises capitalistiques, dans lesquelles l'investissement en capital est au moins égal à 25 millions de dollars EU: maximum de 15 ans.

Sur la base de cette classification, les entreprises agréées peuvent obtenir une exonération totale ou partielle de l'impôt sur le revenu exigible sur les bénéfices, pendant une période ne dépassant pas le maximum autorisé pour le groupe auquel elles appartiennent.

La Loi accorde également une exonération des droits d'importation et de la taxe générale à la consommation (TGC) sur les machines, équipements, pièces détachées, matériaux de construction, matières premières et matériaux d'emballage, ou autres selon qu'il est approprié, importés par des entreprises admissibles. Les services bénéficient quant à eux d'allègements du Tarif extérieur commun (TEC) et de la TGC pour l'importation d'équipements.

La Loi sur les incitations fiscales prévoit également un allègement de l'impôt sur le revenu exigible sur les bénéfices tirés de l'exportation d'un produit agréé fabriqué par une entreprise. Cet allègement ne s'applique qu'après expiration de la trêve fiscale, et ne s'applique pas aux entreprises exerçant des activités normalement orientées vers l'exportation.

Les entreprises manufacturières qui ne sont pas admissibles aux avantages prévus dans la Loi sur les incitations fiscales peuvent bénéficier de concessions de droits d'importation aux termes du SRO n° 37/99 (Liste des exemptions de droits conditionnelles - Tarif extérieur commun de la CARICOM), qui permet aux entreprises, aux organisations ou aux personnes agréées d'être exonérées des droits ou d'être taxées à un taux inférieur à celui prévu par la réglementation en matière de tarifs douaniers. Pour en bénéficier, les entreprises doivent avoir une valeur ajoutée locale d'au moins 40 pour cent, créer des emplois pour au moins dix personnes, ou générer des revenus à l'exportation.

La **Loi de 1954 sur l'aide à l'hôtellerie** prévoit une exonération totale de l'impôt exigible sur les bénéfices pendant dix ans pour les hôtels, meublés et pensions de famille, ainsi qu'une exonération des droits de douane et des taxes douanières sur le matériel hôtelier destiné à équiper et améliorer les installations, sur les véhicules de service ou encore sur les matériaux nécessaires à la construction, la réparation, la rénovation ou l'extension d'installations hôtelières. La Loi sur les entreprises qualifiées, chapitre 276, prévoit des exonérations et des avantages fiscaux pour certaines entreprises. Les autorités ont noté que la Loi est rarement appliquée et qu'actuellement, seules trois entreprises en tirent parti.

Prorogation nécessaire

Depuis quelques années, la Grenade a réussi à diversifier sa production pour être moins tributaire de l'industrie de la banane. L'économie grenadienne se détourne progressivement de la production agricole au profit des activités de service; ainsi, les secteurs du bâtiment, des transports et des communications, ainsi que les services financiers et les services aux entreprises, ont tout particulièrement pris de l'importance.

Le tourisme poursuit son expansion et joue un rôle majeur dans la stratégie globale de diversification économique. Ce secteur est une source de devises déterminante pour l'économie et également un employeur de poids. La croissance du secteur touristique a contribué à amortir les effets du déclin des exportations de produits, notamment de bananes et de cacao.

Compte tenu du ralentissement actuel de l'activité économique et alors que nous continuons à diversifier notre économie et à encourager l'établissement de nouvelles entreprises, le gouvernement de la Grenade souhaite demander une prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC et des procédures énoncées dans le document G/SCM/39. Cette prorogation est nécessaire compte tenu de nos besoins en matière d'économie, de finances et de développement.
